



lutte ouvrière

**Guerre, inflation,
crise climatique...**

RENVERSER

LE CAPITALISME!





Travailleuses, travailleurs,

Le monde va mal.

Le fossé se creuse entre une poignée de multimilliardaires et la majorité de l'humanité. Le climat se détraque, les sols et les océans sont pollués, des espèces vivantes menacées d'extinction. La guerre, avec ses destructions et ses horreurs, frappe de plus en plus de continents et menace de devenir mondiale.

Depuis quatre-vingts ans, il n'y a jamais eu autant de réfugiés. Il n'y a jamais eu autant de femmes et d'hommes parqués dans des camps ou jetés sur les routes, prêts à affronter tous les dangers pour trouver un pays où survivre.

Même dans les pays les plus riches de la planète, il manque de l'argent pour soigner, éduquer, loger voire nourrir la population. Pendant ce temps, tous les États dépensent des dizaines de milliards en sous-marins, tanks, avions de chasse, missiles.

Partout, les gouvernements mènent la guerre sociale contre

ceux qui produisent tout et sur qui repose la société. Ils rallongent le temps de travail, repoussent l'âge de la retraite, bloquent les salaires alors que les prix flambent, réduisent ou suppriment les indemnités des chômeurs, remettent en cause les droits des travailleurs immigrés.

Cette évolution dramatique a une cause principale : la dictature de quelques milliers de capitalistes prêts à précipiter la société dans le précipice pour éliminer leurs rivaux et augmenter coûte que coûte leurs profits.



Les capitalistes, les vrais maîtres de la société

Les politiciens qui se succèdent au pouvoir, qu'ils viennent de la gauche, de la droite ou de l'extrême droite, qu'ils viennent du monde des affaires ou de la haute administration, sont des acteurs interchangeables d'une mauvaise série dans laquelle tous les épisodes se ressemblent.

Bien sûr, l'arrogance et le mépris social que transpirent Macron et ses ministres, issus ou pas des milieux privilégiés, suscitent une haine légitime dans les entreprises et les quartiers populaires. On ne peut qu'être choqué par cette ministre de l'Éducation nationale qui a mis ses enfants dans une école privée catholique intégriste accessible aux seules familles riches, tandis que son ministère supprime des postes dans les établissements publics.

Mais ces politiciens ne sont que des sous-fifres.

Les vrais maîtres du monde ne sont pas élus. Quelques milliardaires de la finance et de l'industrie, comme le français Bernard Arnault ou l'américain Elon Musk, quelques milliers de capitalistes dans le monde, ont plus de poids sur l'économie et la vie de chacun d'entre nous que les présidents élus, y compris celui des États-Unis. Patrick Poullané, PDG du groupe pétrolier Total-Energies, l'a dit crûment face à un climatologue : « *Je connais l'avis des scientifiques mais, dans la vie réelle, je dois assurer l'approvisionnement au moindre coût.* » Autrement dit : « *C'est moi*



Dans la manifestation du 7 février 2023, à Paris.

qui décide », et tant pis pour le réchauffement climatique.

Grâce à leurs capitaux, accumulés en volant les richesses créées par les travailleurs du monde entier, ils contrôlent les grands moyens de production, de transport ou de distribution. Ils exploitent des millions de travailleurs à l'échelle du monde. Ils achètent les services des meilleurs ingénieurs et chercheurs. Ils orientent et contrôlent nos manières de nous déplacer, de consommer, d'échanger, de communiquer. Parce qu'ils possèdent les médias, payent des journalistes, financent le monde de la culture, ils façonnent notre façon de penser.

De toute façon, ils peuvent compter sur les États pour défendre leurs intérêts. Les Constitutions ont été rédigées de façon à garantir l'ordre social des riches. Quand des lois sont jugées trop favorables aux exploités, toutes les ficelles existent pour ne pas les appliquer. À l'inverse, quand une loi anti-ouvrière est contestée, quand des travailleurs sont en grève devant leur entreprise, la police est là pour disperser les manifestants ou démanteler un piquet de grève. Quant à la justice, elle est plus rapide pour donner un an de prison ferme à un jeune émeutier que pour juger un industriel qui a provoqué la mort de milliers de personnes.

Les ministères, les préfectures, la justice, la police, l'armée, ces institutions qui constituent l'appareil d'État sont dirigées par des femmes et des hommes non élus, liés de multiples façons à la grande bourgeoisie.



Théo mutilé à vie, le policier responsable seulement interdit d'exercer sur la voie publique pendant 5 ans.

Explosion des profits

Pendant que le niveau de vie des classes populaires chute, pendant que des travailleurs doivent choisir entre se chauffer ou mettre de l'essence dans leur voiture, pendant que des milliers d'enfants dorment dans la rue, les profits des grands groupes s'envolent, alimentant les fortunes de leurs principaux actionnaires.

Année après année, les grandes entreprises battent des records de profits. Au premier semestre de l'année 2023, trois entreprises françaises, Stellantis, TotalEnergies et LVMH, ont cumulé à elles seules 30 milliards d'euros de profits, soit le montant du budget de l'Éducation nationale pour une même durée de six mois.

Mais, contrairement à ce que prétend la propagande sur le rôle utile des actionnaires, l'essentiel de ces bénéfices n'est pas réinvesti dans des infrastructures ou dans la modernisation de la production. Sous diverses formes, dividendes ou rachat d'actions, les actionnaires encaissent ces richesses créées par les travailleurs. En 2023, les actionnaires du CAC 40 ont ainsi reçu 100 milliards d'euros, un nouveau record historique.

Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est ainsi devenu l'homme le plus riche du monde. Il encaisse un smic mensuel toutes les 15 secondes ! La femme la plus riche du monde est aussi française. Françoise Bettencourt Meyers est l'héritière du groupe L'Oréal. Elle dispose de 80 milliards d'euros d'argent de poche.

Pendant qu'on nous rabâche que les caisses de l'État sont vides, qu'il faut travailler deux ans de plus et nous serrer la ceinture, la grande bourgeoisie nage dans l'opulence. Et encore ne voit-on que la partie émergée de l'iceberg, ce que les services comptables des entreprises publient ou les estimations réalisées par des journaux spécialisés.



Guerre économique entre capitalistes, guerre sociale contre les travailleurs

Les grands groupes internationaux se livrent une guerre permanente pour conquérir les marchés et l'accès aux matières premières, pour accaparer la plus grande part des richesses produites par les travailleurs du monde entier. Qui, des pétroliers Total ou Shell, des transporteurs maritime CMA CGM ou Maersk, des constructeurs automobiles Stellantis ou Toyota, ou de leurs concurrents des autres puissances, aura la part du lion ?

Dans cette guerre permanente, les capitalistes exigent que les budgets des États soient mis à leur disposition. Sous prétexte de réaliser la transition énergétique ou de relocaliser la production, les États sortent le carnet de chèques pour subventionner leurs capitalistes respectifs et financer leurs investissements et les infrastructures qui leur sont liées.



Ces centaines de milliards versés par Biden, Macron, Sunak ou Scholz à des groupes richissimes, à commencer par les industriels de l'armement, manquent aux hôpitaux, aux écoles et à tant d'autres infrastructures utiles à la société.

Ils viennent augmenter la dette publique, source de profits pour les banques, que les gouvernements font payer aux classes populaires.

Au nom de la compétitivité, en France, les capitalistes exigent que les droits des travailleurs soient attaqués, le temps de travail rallongé, la retraite repoussée à 64 ans, le montant des salaires et des pensions bloqué, les allocations chômage réduites.

La grande bourgeoisie ne peut pas prospérer sans attaquer sans cesse les conditions d'existence des travailleurs qu'elle exploite. C'est la raison profonde des attaques anti-ouvrières.

Pour les politiciens qui se succèdent au pouvoir, « réformer », « agir », « faire son devoir », signifie toujours imposer des sacrifices aux classes populaires, réduire ce qu'ils appellent les coûts de production, pour aider les grands patrons du CAC 40 à conquérir des marchés.

Le capitalisme, c'est la guerre !

Tôt ou tard, la guerre économique que les capitalistes des différents pays se livrent pour contrôler les chaînes de production et s'assurer des marchés se transforme en conflagration armée. La guerre est omniprésente dans le monde parce qu'elle est au cœur même du capitalisme. Elle résulte des calculs et des rapports de force permanents entre les États et les intérêts capitalistes qu'ils représentent.

Quelles que soient les justifications données, les guerres sont toujours la traduction militaire de ces rivalités économiques.

À l'est de l'Europe, la guerre entre l'Ukraine de Zelinsky et la Russie de Poutine est, de fait, un affrontement armé entre la Russie et les États-Unis qui y entraînent leurs alliés européens. Villes bombardées, infrastructures détruites, soldats se terrant dans des tranchées boueuses, des centaines de milliers de soldats ukrainiens et russes morts et mutilés : cette guerre rappelle la barbarie de 1914-18. Pour préserver leur influence en Europe de l'Est, les dirigeants américains fournissent les armes, tandis que la population ukrainienne, de moins en moins consentante, paie le prix du sang.

Depuis le 7 octobre 2023, le soutien inconditionnel et l'aide matérielle des grandes puissances, États-Unis en tête, permet à



Gaza bombardé, en janvier 2023.

l'État d'Israël de détruire Gaza et de massacrer les Palestiniens. En trois mois, sous les yeux du monde entier, la guerre a fait près de 25 000 morts et 60 000 blessés, dont des milliers d'enfants. Des hôpitaux ont été anéantis, les infrastructures détruites au point que l'eau manque et que la famine et les épidémies commencent à se propager.

Si les dirigeants occidentaux soutiennent coûte que coûte, depuis 75 ans, les gouvernements israéliens qui colonisent la Palestine, oppriment, spolient, abattent les Palestiniens transformés en réfugiés à vie, ce n'est pas parce qu'Israël serait menacé par ses voisins arabes ou par le Hamas. C'est parce qu'Israël est leur gendarme le plus fiable au Moyen-Orient, cette région stratégique pour le commerce maritime international et riche en pétrole.

Cette nouvelle guerre en Palestine menace à tout moment d'embraser le Moyen-Orient. Elle s'étend déjà au Liban du Sud, où des missiles sont tirés de part et d'autre de la frontière, faisant des centaines de victimes. Elle s'étend à la mer Rouge, où Américains et Britanniques jouent les shérifs en bombardant le Yémen, après l'attaque de navires commerciaux par les milices Houthis soutenues par l'Iran.

Quand les dirigeants occidentaux prétendent s'inquiéter d'une extension de la guerre, comme le secrétaire d'État américain qui multiplie les tournées au Moyen-Orient, ils agissent en pompiers pyromanes.

Depuis plus d'un siècle, pour assurer leur domination, les puissances impérialistes n'ont cessé de dresser un peuple contre un autre – à commencer par les Juifs contre les Palestiniens – de tracer des frontières artificielles, de mettre en place des régimes qui leur sont dévoués, ou au contraire d'abattre ou d'ostraciser les régimes jugés trop peu dociles. Elles ont semé partout des bombes à retardement susceptibles d'exploser dans ce contexte d'escalade guerrière.

Tout aussi lourd de menaces pour le monde, la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'approfondit. La bataille fait rage sur le terrain économique, à coups de mesures de rétorsion, d'embargos, d'espionnage. Et le face-à-face militaire se prépare ouvertement en mer de Chine, autour de Taïwan.

Les mêmes ingrédients mettent à feu et à sang le continent

africain où, quand on ne meurt pas sous les balles, on risque de mourir de faim. Au Soudan, la famine menace six millions de personnes. En République démocratique du Congo, la guerre civile qui ravage le Kivu pour accéder aux richesses du sous-sol aurait déjà fait six millions de morts et près de quatre millions de réfugiés. Derrière les milices locales et les interventions d'États africains voisins, on retrouve l'impérialisme à la manœuvre, pour assurer les profits de multinationales auxquelles ces matières premières sont essentielles.

Les escalades militaires à l'œuvre en Ukraine, au Moyen-orient, en Afrique ou en Chine peuvent déboucher sur un affrontement généralisé entre grandes puissances. Les images de dévastation, de populations fuyant les bombardements et les combats, qui nous parviennent aujourd'hui des régions en guerre, sont celles de notre propre avenir !

Un siècle après la Première Guerre mondiale et ses 10 millions de morts, 80 ans après la Deuxième Guerre mondiale et ses 70 à 80 millions de morts, après avoir vu l'horreur de deux bombes atomiques, de plusieurs génocides et des famines à répétition, nous vivons de nouveau sous la menace d'une guerre généralisée. Pour offrir une autre perspective à l'humanité, il faut se battre pour le renversement de ce système fauteur de guerres !

GRAY GIBSON US NAVY AP-SIPA

Exercice naval inter-armées organisé par l'US Navy dans le Pacifique.

L'ennemi principal est dans notre pays, ne marchons pas derrière nos dirigeants !

Les gouvernants, les états-majors militaires, les industriels se préparent matériellement et moralement à la guerre. Les médias relaient cette propagande guerrière permanente, comme des chiens de garde bien dressés !

Il y a la préparation matérielle. En France, Macron a augmenté de 100 milliards d'euros le budget militaire pour les sept prochaines années. Il s'est vanté que le budget de l'armée ait doublé en dix ans. En Allemagne, le gouvernement a débloqué 100 milliards d'euros pour procéder au réarmement du pays. Champions du monde toutes catégories, les États-Unis dépensent plus de 850 milliards de dollars par an pour l'armée. La Chine arrive loin derrière, avec 300 milliards.

Année après année, les records mondiaux de dépenses militaires sont battus. Les 2 200 milliards de dollars dépensés dans le monde en 2022 représentent cent fois la somme nécessaire pour électrifier entièrement l'Afrique subsaharienne, ou cent fois la somme nécessaire pour éradiquer la tuberculose, le sida et le paludisme d'ici à 2030.

Il y a la préparation morale. Macron déploie un discours martial parlant du « *réarmement économique* », du « *réarmement*



de l'État » et du « *réarmement civique* ». Tous les prétextes sont bons pour tenter de réaliser l'union nationale derrière l'État et le gouvernement.

Les politiciens préparent la jeunesse à marcher au pas et à mourir pour la patrie. Macron a instauré un Service national universel (SNU) et envisage de le rendre obligatoire. Attal lance les uniformes au lycée. Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation nationale, regrette publiquement que « *les gens n'acceptent plus de mourir pour la nation* » comme pendant la Première Guerre mondiale où, affirme-t-il, « *400 000 gamins ont accepté de mourir sur le Chemin des Dames pour prendre une colline* » !

Comment ne pas rappeler la phrase d'Anatole France, « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels* », qui dénonçait le nationalisme qui avait servi à embrigader les travailleurs et à les envoyer mourir dans les tranchées en 1914. Cet avertissement est toujours d'actualité, car c'est le même piège qui se met en place.

À la propagande patriotique cherchant à les dresser contre les travailleurs des autres pays, les travailleurs doivent opposer le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht, qui lançait en 1916, alors que les combats de la Première Guerre mondiale faisaient rage : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays.* »

Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !

Face aux menaces qui montent de toutes parts, face au gâchis de richesses, de travail et d'intelligence humaine, face au chaos engendré par la domination des capitalistes sur la société, comment agir pour enrayer la catastrophe ? Quelle force sociale peut intervenir ?

Pour nous, communistes révolutionnaires, les travailleurs du monde entier, à condition de s'unir et de s'organiser, représentent une force révolutionnaire capable de renverser la dictature de la bourgeoisie.

Sans les travailleurs, les ouvriers, employés, techniciens, conducteurs, maçons, magasiniers, infirmiers, enseignants, dockers, marins, ingénieurs, la société s'arrêterait immédiatement de fonctionner. Sans maçons, sans électriciens, sans cuisiniers, sans employés de l'hôtellerie, sans conducteurs de métro, sans agents de sécurité, pas de Jeux Olympiques à Paris. Même les guerres ne peuvent avoir lieu sans ouvriers et techniciens pour produire des canons ou des avions, sans cheminots ou camionneurs pour



transporter le matériel, sans travailleurs du secteur énergétique pour raffiner de l'essence et produire de l'électricité.

Sans les travailleurs, les grands bourgeois ne pourraient rien faire, il n'est même pas sûr qu'ils sauraient se faire à manger et nettoyer leurs toilettes !

Les travailleurs sont à l'intérieur même des citadelles capitalistes qu'il faut prendre : dans les entreprises, où sans eux il n'y aurait pas de profit créé ni de capital accumulé. Ce rôle central dans l'économie leur donne un immense pouvoir. Dès qu'ils entrent en lutte pour leurs intérêts, leur salaire, leurs conditions de travail, leur emploi... ils se heurtent au pouvoir de la classe capitaliste.

La classe ouvrière n'est pas seulement la mieux placée pour mener le combat, elle est la seule capable de transformer la société, car c'est elle qui la fait déjà tourner. Elle pourrait la faire fonctionner, demain, sans les parasites que sont les capitalistes ! Elle est porteuse d'une nouvelle organisation : une économie fondée sur la gestion collective des grands moyens de production.



Manifestation d'ouvrières du textile pour des augmentations de salaires, à Dacca, au Bangladesh, en novembre 2023.

Il faut un parti affirmant que seul le monde du travail peut changer la société

Aujourd'hui, la force de la classe ouvrière n'est pas visible. Autour de nous, la majorité des travailleurs semblent fatalistes et résignés.

Le grand patronat et ses politiciens font tout pour empêcher qu'émerge la conscience de représenter une force collective. Ils tentent de faire baisser la tête à ceux qui la relèvent. Pour diviser les travailleurs, ils opposent les plus précaires ou les plus récemment arrivés à ceux qui ont un statut plus stable ou les bons papiers. À la solidarité ouvrière, ils opposent la réussite individuelle, le carriérisme, la course au fric...

Pourtant les travailleurs ne manquent pas d'énergie, de courage ou de combativité. Il en faut au quotidien pour affronter les journées de travail épuisantes, puis pour s'occuper de ses enfants, pour faire face aux mille et un problèmes de logement, de santé et de transport, décuplés aujourd'hui par la flambée des prix.

Dans les pays les plus pauvres, combien d'exploités mènent une lutte héroïque, juste pour survivre. Imagine-t-on le courage et la détermination qu'il faut mobiliser pour se décider à traverser des déserts et des mers, à affronter des policiers aux frontières et des passeurs, pour tenter sa chance en Europe ?

Les révoltes n'ont pas manqué ces dernières années dans le monde, prenant parfois la forme de véritables explosions sociales : Hirak en Algérie, révolte des femmes et des jeunes en Iran, grèves ouvrières au Bangladesh... En France aussi, des Gilets jaunes aux émeutes dans les banlieues, la colère s'est plusieurs fois exprimée. Mais, pour que ces révoltes ne soient pas des impasses sans lendemain, il faut qu'elles visent les véritables maîtres de la société. Pour vaincre, les exploités ont besoin de se donner une direction politique déterminée à combattre le système capitaliste lui-même. Ils ont besoin d'un parti révolutionnaire.

Tant qu'il y aura des oppressions, il y aura des révoltés et des révoltes. Et c'est quand ils se mettent en action que les travailleurs réalisent qu'ils représentent une force politique.

À plusieurs reprises dans le passé, les travailleurs ont été capables de renverser un gouvernement bourgeois et d'instaurer



leur propre gouvernement, un pouvoir constitué de femmes et d'hommes élus et contrôlés en permanence par la population, comme lors de la Commune de Paris en 1871 et lors de la révolution russe d'Octobre 1917, à l'origine de la République des Soviets.

Dans ces moments-là, les travailleurs peuvent massivement s'emparer des idées révolutionnaires. Mais ces idées ne circulent pas toutes seules. Elles nécessitent des femmes et des hommes qui partagent la vie, les préoccupations et les combats des travailleurs, pour les transmettre et les défendre. Elles nécessitent qu'existe un parti communiste révolutionnaire implanté dans les entreprises et les quartiers populaires.

Un tel parti doit regrouper dès aujourd'hui ceux qui refusent de se résigner, ceux qui sont convaincus que leur sort ne changera jamais avec un bulletin de vote, qu'il n'existe ni bon président, ni bon Parlement, ni bonne constitution, ceux qui sont conscients qu'il faut exproprier les capitalistes et renverser les États qui défendent leurs intérêts.



Meeting ouvrier pendant la Révolution russe de 1917.

Pas de frontières entre les exploités ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le capitalisme s'est déployé en instaurant une division internationale du travail. Depuis les objets les plus indispensables à notre vie quotidienne jusqu'aux produits les plus élaborés, tous nécessitent la coopération de millions de travailleurs, vivant aux quatre coins de la planète. Cette mondialisation de l'économie, résultat d'une évolution de plusieurs siècles, a fondu l'humanité et les exploités dans un sort commun.

Les frontières restent indispensables aux bourgeoisies nationales, car les États leur servent d'instruments politiques pour défendre leurs intérêts. Dans cette période où la concurrence est plus féroce que jamais, chaque État protège ses champions nationaux. Mais, pour développer leur économie, les capitalistes ont besoin des échanges internationaux. Cette contradiction est à l'origine des tensions et des affrontements qui se multiplient.

Les travailleurs, eux, n'ont aucun intérêt au maintien des frontières, utilisées pour les opposer les uns aux autres. Ouvriers chinois produisant des iPhone dans les usines de Foxconn, ouvrières des usines textiles du Bangladesh, mineurs congolais extrayant du cobalt, magasiniers dans un entrepôt d'Amazon en France, les travailleurs sont reliés entre eux par les chaînes du commerce et de l'économie.

Quels que soient leurs pays, ils ont les mêmes intérêts. Tous



Manifestation du 1^{er} mai, à Paris.



Usine Foxconn à Zhengzhou, dans le centre de la Chine.

doivent se battre pour défendre leur droit à vivre dignement d'un travail et d'un salaire. L'exploitation n'a pas de frontières, alors il ne faut pas de frontières entre travailleurs !

Aux haines nationalistes et aux préjugés de toute sorte, il faut opposer la conscience internationaliste d'appartenir à la même classe par-delà les frontières, une classe sociale exploitée mais qui constitue la seule classe porteuse d'un avenir pour toute l'humanité.

Les travailleurs ne pourront s'émanciper qu'en renversant le capitalisme et en réorganisant l'économie à l'échelle internationale. La bourgeoisie a mondialisé l'économie à sa manière, sauvage, barbare, parce que son seul objectif est la recherche du profit pour une petite minorité. Aux travailleurs de transformer cette mondialisation économique en un monde égalitaire, riche de toutes les cultures.

C'est le sens du communisme ! Ce mot a été dévoyé, caricaturé par bien des dictatures, à commencer par la dictature stalinienne. Mais il représente l'idéal le plus beau qui soit : les États-Unis socialistes du monde !

**Ce sont les capitalistes
qui suppriment
nos emplois,
pas les travailleurs
étrangers,
pas les réfugiés**

**LIBERTÉ DE
CIRCULATION
ET D'INSTALLATION !**



Travailleurs français, immigrés, ne nous laissons pas diviser !

Tous les politiciens rivalisent pour mettre l'immigration au centre des débats et tous alimentent la surenchère anti-immigrés. Ils s'alignent les uns après les autres sur la démagogie xénophobe de l'extrême droite. C'est une diversion pour masquer les responsabilités du grand patronat dans l'explosion des prix, les bas salaires et la dégradation de la société.

La crise économique, la dégradation des quartiers pauvres gangrenés par les réseaux de drogue, les incivilités et l'insécurité provoquent des réactions de repli et de rejet de l'autre. Les démagogues utilisant ce durcissement des conditions de vie pour en rendre responsables les immigrés.

Mais les immigrés sont avant tout des travailleurs. Ce sont des femmes de ménage, des ouvriers du bâtiment, des cuisiniers, des manutentionnaires, des livreurs, des aides à domicile... Ce sont des travailleurs qui se lèvent tôt pour gagner leur vie dans les métiers les plus pénibles et les plus mal payés. Faire passer ces femmes et ces hommes pour des profiteurs, voire des criminels ou des terroristes, est révoltant.

Pour faire voter leur dernière loi Asile et Immigration, Macron et Darmanin ont intégré les pires mesures réclamées par la droite et l'extrême droite, par les Ciotti et Le Pen. Ils ont durci



Manifestation contre la loi Immigration du 14 janvier 2023.

les conditions de régularisation des sans-papiers et rendu plus difficile le droit au regroupement familial. Ils ont décidé la suppression des allocations familiales et des allocations logement pour les étrangers récemment arrivés.

Mais enlever des APL aux travailleurs immigrés n'augmentera pas les APL de ceux dont les papiers sont français ! Priver les sans-papiers de l'aide médicale d'État ne créera pas plus de lits dans les hôpitaux !

La « préférence nationale », mise en avant par l'extrême droite et que Macron s'apprête à mettre en œuvre, consiste à retirer des droits à une partie des travailleurs, mais cela n'en a jamais donné plus aux autres. C'est le contraire : les gouvernements commencent toujours par s'attaquer aux plus précaires, pour ensuite s'en prendre à tous les travailleurs. On le voit dans les entreprises : le patronat s'attaque d'abord aux intérimaires, aux contractuels ou sous-traitants, pour ensuite attaquer les embauchés en CDI.

Les millions économisés sur le dos des familles populaires servent toujours à grossir les cadeaux au grand patronat, car n'oublions jamais que les auteurs de ces lois sont d'abord à plat ventre devant les capitalistes et les plus riches.

Les lois sur l'immigration leur servent à faire oublier les mauvais coups contre tous les travailleurs et à masquer leur impuissance à stopper les crises, les inégalités et les guerres.

Ne tombons pas dans le piège ! Ne nous laissons pas diviser entre travailleurs « français » et « étrangers » ! Au contraire, combattons tous ensemble les fauteurs de misère et de guerres.



Avec ou sans emploi, ne nous laissons pas diviser

Depuis le 1^{er} janvier 2024, France travail a remplacé Pôle emploi. France travail n'a pas pour objectif de donner un emploi à tout le monde, mais d'obliger les travailleurs, qualifiés ou pas, à accepter n'importe quel emploi, pour tirer tous les salaires vers le bas.

Le gouvernement a modifié les règles d'indemnisation du chômage. Il faut désormais travailler plus longtemps pour accumuler des droits au chômage et la durée d'indemnisation a été réduite. Un intérimaire ou un salarié en CDD arrivé en fin de mission se verra privé d'allocation s'il refuse deux postes en CDI, même s'ils sont moins rémunérés, ce qui est souvent le cas.

Les bénéficiaires du RSA sont contraints de s'inscrire à France travail et devront justifier au moins 15 heures d'activité par semaine sous peine d'être radiés. Ils subiront des entretiens ou des formations humiliantes, sans pouvoir ni travailler ni recevoir une allocation correcte.

Pour justifier ces mesures, patrons et ministres prétendent que de nombreuses entreprises n'arriveraient pas à recruter. Comme si le chômage était la conséquence de la mauvaise volonté des chômeurs ! C'est une campagne odieuse et mensongère. Ce sont les patrons qui sont responsables de la destruction des emplois et de leur précarisation !



Manifestation des salariés de Casino contre les licenciements, en décembre 2023.

Dans nombre d'entreprises, les embauches sont rares. Les travailleurs se voient imposer l'augmentation des cadences et l'allongement des horaires, souvent entre deux périodes de chômage partiel. Des millions d'intérimaires alternent emplois précaires et périodes de chômage forcé.

Dans les secteurs qui recrutent, l'hôtellerie et la restauration, le BTP, les services à la personne ou la santé, les conditions de travail sont de plus en plus dégradées et les salaires trop faibles : on comprend que les travailleurs ne se précipitent pas !

Cette campagne sur les emplois non pourvus et les attaques contre les chômeurs vise à dresser une fraction des travailleurs contre une autre.

Trop de travail d'un côté, du chômage de l'autre : répartition du travail entre tous !

Pendant que ministres et journalistes jettent l'opprobre sur les chômeurs, le grand patronat multiplie les licenciements et les périodes de chômage partiel forcé.

Dans le commerce et la grande distribution, des milliers de salariés vont être licenciés : chez Casino, Minelli, Naf Naf, Habitat, Lejaby et tant d'autres. Dans la chimie, l'augmentation du prix du gaz, les restructurations diverses ou la transition énergétique provoquent des arrêts de production, du chômage partiel et des pertes de salaire.

La seule façon de combattre le chômage, c'est d'imposer la répartition du travail entre tous, sans baisse des salaires. Aucun travailleur ne doit être privé d'un emploi et d'un salaire permettant de vivre correctement. Et ce ne sont pas les besoins qui manquent, tant dans les services utiles à la population que dans les entreprises, où chaque travailleur fait souvent le travail de deux.

Alors que le gouvernement cherche à opposer les travailleurs qui ont un emploi à ceux qui en sont privés, cette revendication de répartition du travail entre tous permet de défendre nos intérêts communs.

Cela a un coût ? Oui bien sûr. Mais, pour le financer, il faut utiliser les milliards de profits accumulés par les grands groupes. Cet argent est le fruit de notre travail : il doit servir à garantir une vie correcte à celles et ceux qui font tourner la société.



Hausse des prix : les ministres s'agitent, les capitalistes décident

Mois après mois, l'inflation ronge notre niveau de vie et plonge des familles entières dans la gêne. Faire ses courses, passer à la pompe sont des moments d'angoisse. Les prix des produits alimentaires ont pris 20 % en deux ans, ceux de l'électricité 40 % en un an. Des millions de personnes, malgré un emploi et un salaire, sont obligées de compter chaque euro, de se priver de loisirs, de réduire leur consommation de viande ou de poisson, et de rognier sur les dépenses de santé.

L'inflation n'est pas une calamité naturelle, elle fait partie de la guerre de classe. Les prix n'augmentent pas tout seuls : ils sont fixés par la fraction la plus puissante des capitalistes. L'inflation est du vol sur les classes populaires, une rançon qui s'ajoute à l'exploitation.

L'énergie et certaines matières premières augmentent parce que les Total, Engie, les céréaliers comme Cargill, les armateurs comme la CMA CGM, ont profité des pénuries créées par une guerre, un virus ou une sécheresse, pour spéculer et faire augmenter les prix. Et, quand ils ne trouvent pas de prétexte, ils en inventent !

Les industriels de l'agro-alimentaire, Danone, Nestlé ou Bigard, et les patrons de la grande distribution, Leclerc, Auchan et les autres, s'accusent mutuellement d'être responsables de la hausse des prix en gonflant leurs marges. Mais, quand les industriels et les grands commerçants se disputent les profits, à la fin ce sont les consommateurs qui paient.

Contre ce véritable racket, le gouvernement, qui prétend combattre l'inflation, ne fait que brasser du vent. Il ne veut rien imposer aux capitalistes,



les seuls décideurs en matière de prix. Il a refusé de reprendre ne serait-ce qu'une petite partie de ces surprofits, en imposant une taxation exceptionnelle !

Pire encore : alors que les prix du gaz et de l'électricité ont baissé sur les marchés de gros, le gouvernement prévoit d'augmenter les taxes sur l'énergie, sous prétexte de renflouer les caisses de l'État. Les factures vont augmenter de 10 % pour l'électricité dès février, et de 5 à 10 % pour le gaz en juillet.

Pour ne pas laisser l'inflation nous plonger dans la pauvreté, il n'y a qu'une seule voie : imposer un rattrapage de nos salaires, et leur indexation sur la hausse des prix. Pour ne pas être sans cesse rattrapés par l'inflation, quand les prix augmentent, il faut que les salaires, les allocations et les pensions augmentent dans la même proportion.



ALERTE INFO

**Bruno Le Maire
annonce un "trimestre
anti-inflation"
dans les supermarchés
pour garantir
"les prix les plus bas
possibles"**



Pendant que Bruno Le Maire bavarde, l'inflation continue.

Un programme de combat

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la rivalité entre groupes capitalistes du monde entier menace de se transformer à n'importe quel moment en guerre généralisée, la bourgeoisie ne fera aucune concession aux travailleurs.

Des groupes richissimes, le trust pharmaceutique Sanofi ou la multinationale du pétrole TotalEnergies, ont préféré perdre de l'argent quand des grèves ont éclaté plutôt que d'aligner les salaires sur la hausse des prix.

Aidés du gouvernement, ils sont prêts à nous faire revenir une génération en arrière, comme nous avons pu le vérifier avec la réforme des retraites, pourtant rejetée par l'immense majorité des salariés.

La politique anti-ouvrière des gouvernements ne dépend pas de la personnalité qui occupe l'Élysée ni de la majorité au Parlement.

Marine Le Pen, Jordan Bardella et leurs amis du RN jouent les vierges politiques « que l'on n'a jamais essayées ». Mais, plus ils s'approchent du pouvoir, plus ils cherchent à démontrer leur sens des responsabilités et leur amour de l'ordre social. À l'image de Giorgia Meloni, la dirigeante d'extrême droite italienne, s'ils arrivent au pouvoir, ils se soumettront docilement aux exigences de la bourgeoisie.

Quant à la gauche qui brasse du vent à l'Assemblée et alimente la comédie de l'opposition, à chaque fois qu'elle s'est retrouvée au pouvoir, elle s'est couchée devant les diktats des forces de l'argent.

Pour défendre notre droit à l'existence, il ne suffira pas de changer de gouvernement. Il faudra contester le droit de la classe



Lors du mouvement sur les salaires à Sanofi, en novembre 2022.

capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions pour mieux exploiter notre travail.

Le combat contre la classe capitaliste est un combat vital mais difficile et qui ne peut se mener à moitié. Il faut être déterminés à aller jusqu'à renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique, contester la propriété privée sur les entreprises, les exproprier, les regrouper et les gérer collectivement pour satisfaire les besoins de tous.

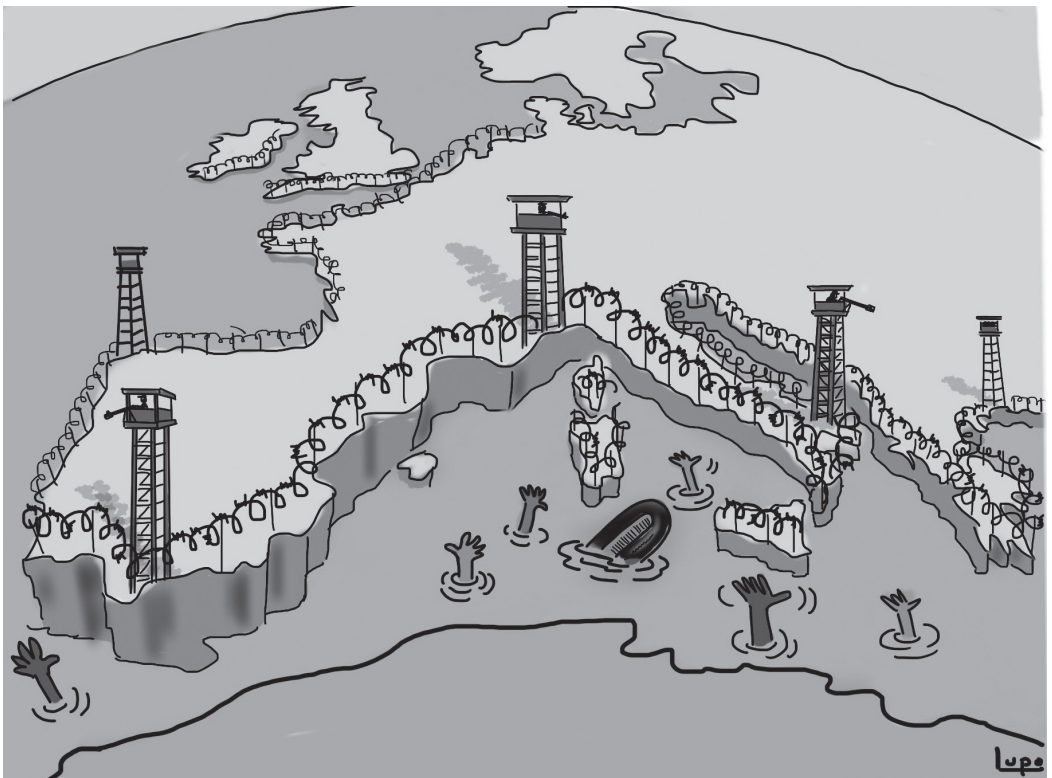
Une liste communiste révolutionnaire aux élections européennes

Le 9 juin prochain le Parlement européen sera réélu.

L'Union européenne (UE) et ses institutions ont été créées pour organiser un marché dit commun, mais au sein duquel les grands groupes industriels et financiers des principaux pays d'Europe sont en rivalité.

Cette Europe, bâtie par et pour les capitalistes, n'a pas unifié véritablement le continent ni fait progresser les droits de sa population. Le Code du travail, les salaires, les conditions d'accès à la retraite, les droits des femmes, l'accès à l'IVG en particulier, n'ont jamais été alignés sur les législations les plus favorables. Au contraire, dans plusieurs Etats d'Europe, ces droits ont été remis en cause.

La crise économique, le Covid, la guerre en Ukraine, le retour du protectionnisme, ont fait voler en éclat les quelques mesures unificatrices. Les contrôles aux frontières ont été rétablis, entravant la très relative liberté de circulation pour les ressortissants européens. Chaque État, à commencer par les plus puissants, la



France et l'Allemagne, mène sa propre politique, défend les intérêts de sa bourgeoisie, distribue des milliards d'euros de subventions à ses industriels.

Le Parlement européen a encore moins de pouvoir que les Parlements nationaux. Pas plus qu'aucune autre, les élections européennes ne permettront aux travailleurs de changer leur sort.

Mais, comme toutes les élections, celles du 9 juin seront une occasion de s'exprimer, de dénoncer la catastrophe vers laquelle le capitalisme entraîne la société et de défendre un autre avenir.

Lutte ouvrière se présentera aux élections européennes de 2024 pour affirmer cette perspective et pour donner à tous ceux qui partagent ces convictions communistes internationalistes la possibilité de les exprimer.

La liste Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, permettra d'affirmer qu'il existe dans la classe ouvrière un courant révolutionnaire, conscient que l'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à prendre la direction de la société.

Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire !

Le capitalisme en crise entraîne l'humanité vers la barbarie. Son renversement est une nécessité ! À tous ceux qui réalisent l'impasse dans laquelle il nous envoie, il faut dire que nous ne sommes pas éternellement condamnés à cet ordre bourgeois, qu'un autre monde est possible, et que c'est à nous, travailleurs, de le construire.

À la propriété privée d'une toute petite minorité de capitalistes, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production et des banques.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.

Dans cette période de crise et de guerre, de recul politique et de montée de l'extrême droite, les militants de Lutte ouvrière sont particulièrement fiers de l'existence, à l'échelle du pays, d'un courant communiste révolutionnaire. Un courant qui affirme que les travailleurs font tout dans cette société et qu'ils doivent collectivement en devenir les maîtres. Un courant qui aide les travailleurs à mener tous les combats nécessaires, et qui est prêt à mener le plus grand d'entre eux, celui qui les conduira à la prise du pouvoir.

Ce courant, notre courant, est minoritaire, et les résultats électoraux nous le rappellent régulièrement. Mais il n'y a pas à s'en démoraliser. Tant qu'il y aura des travailleurs, il y aura des luttes. Et il y aura des femmes et des hommes pour contester et combattre le capitalisme.

Renforcer le courant qui place sa confiance dans la classe ouvrière, lui donner la force d'intervenir dans les luttes que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie, c'est la tâche essentielle. C'est une tâche que nous poursuivrons envers et contre tout, car l'avenir de la société, et même de la planète, dépend de la révolution sociale.

Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste. Un parti pour aider aux luttes nécessaires des travailleurs et pour propager la conscience que seuls les travailleurs peuvent changer la société, et qu'ils pourront la diriger bien mieux que la grande bourgeoisie. Un parti totalement indépendant des partis

bourgeois, composé et dirigé par des travailleurs, présent dans les entreprises et les quartiers populaires.

Ensemble, commençons à construire ce parti regroupant les femmes et les hommes conscients que le seul camp porteur d'avenir est celui des travailleuses et des travailleurs.



« Le camarade Lénine nettoie la Terre de la saleté. »

Sommaire

Travailleuses, travailleurs	1
Les capitalistes, les vrais maîtres de la société	3
Explosion des profits	5
Guerre économique entre capitalistes, guerre sociale contre les travailleurs	6
Le capitalisme, c'est la guerre !	7
L'ennemi principal est dans notre pays, ne marchons pas derrière nos dirigeants !	10
Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !	12
Il faut un parti affirmant que seul le monde du travail peut changer la société	14
Pas de frontières entre les exploités ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !	16
Travailleurs français, immigrés, ne nous laissons pas diviser !	18
Avec ou sans emploi, ne nous laissons pas diviser	20
Trop de travail d'un côté, du chômage de l'autre : répartition du travail entre tous !	22
Hausse des prix : les ministres s'agitent, les capitalistes décident	23
Un programme de combat	25
Une liste communiste révolutionnaire aux élections européennes	27
Plus que jamais, mettre en avant une perspective révolutionnaire !	29

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :
[Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX](#)
- par e-mail :
contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Visitez notre site Internet :
www.lutte-ouvriere.org



Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2896 du 2 février 2024
Imprimé par IMS – 93500 Pantin